



Assemblée générale

Distr. générale
23 juillet 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 99 de l'ordre du jour provisoire*

Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale

Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Durant la période considérée, le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale a tenu sa cinquante-sixième réunion à Kigali, du 20 au 24 novembre 2023, et sa cinquante-septième réunion à Luanda, du 20 au 24 mai 2024. En sa qualité de secrétariat du Comité, le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale a apporté son concours à l'organisation de ces réunions.

Le Comité a continué d'offrir à ses États membres un cadre leur permettant d'examiner la dynamique de la paix et de la sécurité dans la sous-région, de recenser les difficultés communes rencontrées et de formuler des propositions visant à riposter contre les menaces à la paix et à la stabilité régionales.

Au cours des deux réunions, le Comité a examiné la situation relative à la paix et à la sécurité en Afrique centrale, y compris les tendances, les défis et les possibilités en matière de prévention et de règlement des conflits et de pérennisation de la paix dans la sous-région. Il a discuté de la collaboration avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, de la paix et de la sécurité régionales, de la médiation, des changements anticonstitutionnels de gouvernement, de la situation humanitaire, de l'extrémisme violent et du terrorisme, des droits humains, des discours de haine, de la sûreté et de la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée, du climat, de la paix et de la sécurité, des enfants et des conflits armés, des priorités concernant les jeunes et la paix et la sécurité ainsi que des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité en Afrique centrale.

* A/79/150.



Au cours de ces deux réunions, des déclarations ministérielles ont été adoptées, notamment sur la prévention des changements anticonstitutionnels de gouvernement, la situation humanitaire, les discours de haine et les initiatives de médiation régionales en Afrique centrale.

I. Introduction

1. Dans sa résolution 78/59, intitulée « Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale », l'Assemblée générale a salué et encouragé les initiatives des États membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale visant à développer des collaborations et synergies avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Elle a invité le Comité et la CEEAC à poursuivre les discussions sur les incidences que la réforme institutionnelle de cette dernière aurait sur leurs relations et les a exhortés à examiner des voies et moyens pour harmoniser leurs vues et leurs actions afin d'éviter chevauchements et doubles emplois dans l'exécution de leurs mandats respectifs. Elle a encouragé le Comité, compte tenu du repositionnement de la CEEAC et du renforcement du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), à demeurer, au sein des Nations Unies, une haute instance de veille permanente, de réflexion et d'activation de solutions, s'agissant des préoccupations et des besoins de la sous-région de l'Afrique centrale en matière de paix et de sécurité.
2. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a exprimé sa satisfaction au Secrétaire général pour le soutien qu'il avait apporté au Comité et salué le rôle joué par le BRENUAC. Elle a encouragé vivement les États membres du Comité et les partenaires internationaux à appuyer les travaux du Bureau. Elle a exprimé sa satisfaction au Secrétaire général pour le soutien qu'il apportait à la revitalisation des activités du Comité et l'a prié de continuer à fournir l'assistance nécessaire au succès des réunions ordinaires de celui-ci. Elle a demandé au Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-dix-neuvième session un rapport sur l'application de la résolution 78/59.
3. Le présent rapport fait suite à la demande susmentionnée et porte sur les activités menées par le Comité de juillet 2023 à juin 2024.

II. Activités du Comité

4. Durant la période considérée, le Comité a tenu deux réunions. La cinquante-sixième réunion s'est tenue à Kigali, du 20 au 24 novembre 2023, et la cinquante-septième réunion à Luanda, du 20 au 24 mai 2024. Tous les membres du Comité, à savoir l'Angola, le Burundi, le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad, étaient représentés aux réunions.
5. Lors de ces deux réunions, des représentants des entités suivantes ont participé en tant qu'observateurs : la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, la CEEAC, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Commission du golfe de Guinée, la Commission du bassin du lac Tchad, la Force multinationale mixte, le Centre interrégional de coordination pour la sécurité et la sûreté maritimes dans le golfe de Guinée, l'Organisation internationale de la Francophonie, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et la Coalition pour les jeunes et la paix et la sécurité en Afrique centrale.
6. Les entités suivantes du système des Nations Unies ont participé en qualité d'observatrices aux réunions : le Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), la

Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

7. Au cours de la cinquante-sixième réunion, le Comité a adopté deux déclarations. Dans la première déclaration (voir annexe I), il a appelé à la prévention des changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique centrale. Tout en saluant les efforts entrepris par l'Union africaine et la CEEAC, il a demandé à celle-ci d'adopter un protocole relatif à la démocratie, à la gouvernance et aux droits humains en Afrique centrale. Il a également encouragé la participation effective des femmes et des jeunes aux processus de paix aux niveaux national, régional et continental. Il a également préconisé de développer les synergies et la collaboration entre l'Union africaine et la CEEAC dans la lutte contre les changements anticonstitutionnels de gouvernement. Il a invité la CEEAC à continuer de consolider la bonne gouvernance et les mécanismes nationaux d'alerte rapide et de prévention. Il a également demandé qu'un soutien régional soit apporté aux pays en transition afin d'y instaurer une gouvernance démocratique et une paix durable. Dans la deuxième déclaration (voir annexe II), le Comité a lancé un appel en faveur d'un dialogue régional sur la situation humanitaire en Afrique centrale. Il a recommandé de renforcer le cadre régional et normatif relatif à la gestion des crises humanitaires et d'élaborer une politique régionale sur les questions humanitaires. Il a également réclamé la création d'une agence régionale de coordination et d'action humanitaire et d'un fonds régional de solidarité humanitaire, conformément aux recommandations qui avaient été formulées par les chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC.

8. À sa cinquante-septième réunion, le Comité a adopté deux déclarations. Dans la première déclaration (voir annexe III), il s'est penché sur les initiatives de médiation régionales. Il a encouragé la sous-région à poursuivre le dialogue afin de faire progresser les initiatives de médiation menées dans l'est de la République démocratique du Congo, notamment sous la direction du Président de l'Angola, João Manuel Gonçalves Lourenço. Il a également proposé qu'une conférence régionale sur la médiation soit organisée par l'Angola durant sa présidence du Comité consultatif permanent. Il a demandé à la CEEAC d'élaborer un cadre régional sur la médiation et la diplomatie préventive, avec le concours du BRENUEAC. Dans la deuxième déclaration (voir annexe IV), le Comité a réaffirmé son attachement à la lutte contre les discours de haine. Il a également invité les États membres à travailler à l'adoption définitive de la stratégie régionale et du plan d'action de lutte contre les discours de haine ainsi qu'à leur mise en œuvre.

9. Du 25 au 29 septembre 2023, le Bureau du Comité a effectué une visite sur le terrain à Sao Tomé-et-Principe afin de recueillir des informations sur les répercussions que les changements climatiques avaient sur la consolidation de la paix, la sécurité et la stabilité, ainsi que pour recenser les bonnes pratiques, notamment en ce qui concernait l'approche durable adoptée à l'échelle sous-régionale pour atténuer les effets des changements climatiques. Les participants ont mis en évidence les conséquences des changements climatiques sur les moyens de subsistance et la sécurité économique dans le pays et dégagé les bonnes pratiques à suivre pour les surmonter. Ils ont déclaré qu'il fallait poursuivre les efforts déployés en matière de développement durable, mettre en commun les meilleures pratiques dans la région, renforcer les capacités de gestion des catastrophes et promouvoir les stratégies

régionales consacrées à la sécurité climatique ainsi que la mise en place d'un fonds de solidarité destiné aux interventions menées en cas de catastrophe naturelle.

10. Du 4 au 8 mars 2024, le Bureau de la Commission a effectué une visite sur le terrain au Rwanda afin de recueillir des informations sur les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration ainsi que sur d'autres questions connexes telles que la situation des réfugiés et les discours de haine. Les participants ont également cherché à mieux comprendre la dynamique à l'œuvre afin de recenser les meilleures pratiques et de contribuer aux activités menées aux fins de la consolidation de la paix, de la sécurité et de la stabilité collective dans la sous-région. La visite dans les camps a révélé qu'aucune solution n'avait encore été apportée à la situation des réfugiés, certains d'entre eux vivant dans le camp de Kiziba depuis 28 ans, principalement en raison du conflit qui sévissait dans l'est de la République démocratique du Congo. En ce qui concerne la situation à la frontière, les participants ont signalé que diverses politiques entravaient la libre circulation des personnes et des biens entre le Rwanda et la République démocratique du Congo, en particulier à la frontière entre Goma et Gisenyi, ce qui avait des répercussions sur les populations locales tributaires du commerce transfrontalier. Au sujet du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration des groupes armés, ils ont noté que les mécanismes en place n'avaient trouvé aucune solution durable, mais que la démobilisation restait nécessaire en raison des nombreux conflits. En outre, la visite a mis en évidence la nécessité d'améliorer la gestion des populations réfugiées, autre conséquence des conflits en cours.

A. Examen de la situation géopolitique et des conditions de sécurité en Afrique centrale

11. Au cours des deux réunions du Comité qui se sont tenues pendant la période considérée, la Commission de la CEEAC a présenté un examen complet de la situation géopolitique et des conditions de sécurité en Afrique centrale, qui portait sur les faits nouveaux survenus et les problèmes rencontrés dans les domaines de la gouvernance politique, de la paix, de la sécurité et de la stabilité au sein des États membres du Comité.

12. Dans son examen géopolitique, la Commission de la CEEAC a souligné que l'Afrique centrale conservait généralement une certaine stabilité politique malgré les problèmes de sécurité qui persistaient dans certains États membres. Des progrès importants ont été constatés, notamment dans le cadre des diverses sessions de la CEEAC et des initiatives de médiation menées entre la République démocratique du Congo et le Rwanda. La Commission de la CEEAC a toutefois fait observer que la sous-région continuait à faire face à des problèmes tels que les tensions diplomatiques, l'intensification de l'activité des groupes armés et l'aggravation des crises économiques et humanitaires et des crises de sécurité.

13. En ce qui concerne les faits nouveaux survenus sur les plans politique et institutionnel, la Commission de la CEEAC a mis l'accent sur l'appui qu'elle apportait aux processus de transition politique au Gabon et au Tchad, sur les efforts déployés par le Cameroun pour reconstruire ses régions touchées par le séparatisme et sur le retrait de l'Angola de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. La formation d'un nouveau gouvernement en République centrafricaine à la suite d'un référendum constitutionnel, les élections tenues en République démocratique du Congo et le dialogue national inclusif organisé au Gabon ont également illustré la dynamique politique de la sous-région, selon la Commission de la CEEAC.

14. En ce qui concerne la sécurité intérieure et transfrontière, la Commission de la CEEAC a indiqué que, si la situation était généralement stable, le terrorisme

représentait toujours une grave menace, comme en témoignent les attaques terroristes de Boko Haram et de la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique dans le bassin du lac Tchad et les activités des Forces démocratiques alliées et de l'Armée de résistance du Seigneur dans la région des Grands Lacs. En outre, les conflits intercommunautaires, aggravés par les changements climatiques et les manipulations politiques, ainsi que les inondations catastrophiques survenues dans plusieurs pays avaient mis en évidence les problèmes qui continuaient de se poser en matière de sécurité et d'environnement.

B. Changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique centrale

15. À la cinquante-sixième réunion, le Comité s'est penché pour la première fois sur les causes profondes et les éléments déclencheurs des changements anticonstitutionnels de gouvernement ainsi que sur les moyens de les prévenir et les combattre. Les participants ont souligné qu'il fallait améliorer les mécanismes d'alerte rapide et de prévention au niveau régional et renforcer la gouvernance, l'état de droit et la justice. L'une des recommandations issues de la réunion était d'organiser une conférence régionale sur les changements anticonstitutionnels de gouvernement, qui réunirait notamment des représentants du monde universitaire et de la société civile, y compris des groupes de femmes et de jeunes et des groupes de réflexion. Ainsi, les 1^{er} et 2 juillet, Sao Tomé-et-Principe a accueilli une conférence sur les changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique centrale. Les participants ont examiné les cadres juridiques aux niveaux régional et continental ainsi que les causes profondes des changements anticonstitutionnels de gouvernement et la manière dont ils étaient gérés. Une analyse comparative avec l'Afrique de l'Ouest a également été réalisée. Les conclusions de la conférence, formulées par Sao Tomé-et-Principe, seront présentées aux États membres à la cinquante-huitième session du Comité, qui se tiendra en République centrafricaine en novembre 2024. Le document final comporte des recommandations, telles que celle relative au renforcement des mesures de prévention structurelle par la ratification de protocoles de gouvernance et par l'élaboration d'un cadre juridique pour l'Afrique centrale ainsi que d'un cadre d'accompagnement des transitions.

C. Situation humanitaire en Afrique centrale

16. À la cinquante-sixième réunion, le HCR, au nom du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), a donné un aperçu de la situation humanitaire en Afrique centrale. Il a fait savoir au Comité que les besoins humanitaires avaient atteint des niveaux sans précédent, étant donné que plus de 42 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire en octobre 2023. Parallèlement, les ressources devenaient de plus en plus rares, 7,2 millions de personnes seulement ayant reçu une aide humanitaire en octobre 2023. Le Comité a accueilli favorablement la proposition de la CEEAC et du BRENUAC d'organiser une conférence humanitaire pour l'Afrique centrale.

17. À la cinquante-septième réunion, les États membres du Comité ont rappelé leur intérêt pour l'organisation d'une conférence régionale sur la situation humanitaire. En ce qui concerne la situation humanitaire au Tchad, le Comité a recommandé que soit organisée une conférence régionale de mobilisation des ressources afin de pouvoir faire face aux problèmes humanitaires engendrés par la crise au Soudan.

18. La Commission de la CEEAC a indiqué que la situation humanitaire restait critique, compte tenu du nombre élevé de réfugiés et de personnes déplacées dans des

pays tels que le Cameroun, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et le Tchad. Elle a conclu qu'au vu de la situation humanitaire, aggravée par les conflits et les effets des changements climatiques, il fallait renforcer les mécanismes institutionnels et financiers pour alléger les souffrances des populations touchées.

D. Initiatives de médiation en Afrique centrale

19. À la cinquante-septième réunion, les États membres ont longuement examiné la situation dans l'est de la République démocratique du Congo. Ils ont rappelé qu'il était urgent de parvenir à un règlement pacifique de la situation et encouragé les initiatives diplomatiques menées par le Président angolais, en exhortant toutes les parties prenantes à respecter leurs engagements pour que le processus aboutisse. Le Comité a demandé que la Communauté de l'Afrique de l'Est, la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et la CEEAC poursuivent leur initiative quadripartite, sous les auspices de l'Union africaine et avec la participation de l'ONU.

E. Mise en œuvre de la Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage (Convention de Kinshasa)

20. À la cinquante-septième réunion, le Comité a examiné la mise en œuvre de la Convention de Kinshasa. En tant qu'hôte de la première conférence des signataires de la Convention, qui s'est tenue à Yaoundé en 2018, le Cameroun a fait le point sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Convention. Il a encouragé l'organisation de la deuxième conférence, qui devait se tenir au Congo en 2020 mais qui avait été reportée en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). La délégation congolaise a réaffirmé que son pays s'engageait à accueillir la deuxième conférence, en collaboration avec la CEEAC et le BRENUEAC. Plusieurs pays, dont le Gabon et la Guinée équatoriale, ont rappelé qu'ils avaient demandé à la CEEAC de les aider à créer leurs commissions sur les armes légères et de petit calibre.

F. Droits humains

21. Au cours des deux réunions, le Comité a examiné la situation des droits humains dans la sous-région de l'Afrique centrale, en s'intéressant notamment au vingtième anniversaire du Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale et au droit au développement. Il a souligné que, pour concrétiser le droit au développement, les États devaient instaurer des conditions propices à une croissance économique inclusive. À la cinquante-septième réunion, le Centre sous-régional a présenté une vue d'ensemble du droit au développement et d'autres droits humains et de leurs liens avec la sécurité. Il a donné un aperçu des problèmes, tels que la corruption, la faiblesse des capacités institutionnelles et les crises en matière de sécurité, qui continuaient d'entraver les efforts de développement. Il a souligné que l'intégration sous-régionale et la lutte contre les nouvelles menaces en matière de sécurité étaient essentielles pour surmonter ces obstacles. L'accent a également été mis sur la bonne gouvernance, le renforcement des institutions nationales, la transparence dans la gestion des ressources naturelles et la réduction des inégalités socioéconomiques. Le Centre sous-régional a indiqué que le prochain Sommet de

l'avenir était l'occasion de progresser collectivement vers un avenir prospère pour tous et de s'engager à promouvoir des mesures fondées sur les droits humains.

G. Discours de haine

22. À la cinquante-septième réunion, la délégation camerounaise a fait état des efforts déployés pour lutter contre les discours de haine en Afrique centrale et appelé l'attention sur le forum consacré à ce sujet, qui s'était tenu à Bangui les 30 et 31 janvier 2024. Sous le patronage du Président de la République centrafricaine, Faustin Archange Touadéra, les participants au forum avaient examiné et prévalidé une stratégie régionale et un plan d'action de lutte contre le discours de haine dans les médias. Des représentants de tous les pays de la CEEAC et des partenaires tels que le BRENUAC, la MINUSCA, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale avaient assisté au forum. Les principales recommandations formulées concernaient notamment le lancement d'un forum annuel des ministres de la communication et des médias à l'horizon 2025, dont le Burundi accueillerait la première édition à Bujumbura, ainsi que la traduction des documents dans toutes les langues officielles du Comité consultatif permanent et de la CEEAC. Une déclaration a été adoptée, et la CEEAC a défini les mesures à prendre pour que la stratégie et le plan d'action soient approuvés sur le plan politique et pour que les initiatives présentées dans le plan d'action soient prises en compte dans les décisions prises par le Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale.

H. Les enfants et les conflits armés

23. À sa cinquante-sixième réunion, le Comité s'est penché pour la première fois sur la question des enfants et des conflits armés. Le débat sur cette question a été ouvert par la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés, Virginia Gamba, qui a fait savoir aux participants que la protection de l'enfance se détériorait partout dans le monde, le nombre d'attaques perpétrées contre des écoles et des hôpitaux ayant considérablement augmenté. Elle a donné un aperçu des tendances et caractéristiques des violations graves commises en Afrique centrale et s'est déclarée préoccupée par le nombre élevé d'enfants recrutés et utilisés, tués, mutilés et enlevés par les parties au conflit ainsi que par les viols et autres formes de violence sexuelle dont les enfants étaient victimes. Elle a indiqué que certaines mesures visant à prévenir les violations graves contre les enfants, notamment leur recrutement et leur utilisation par les forces armées et les groupes armés, avaient été mises en œuvre avec succès dans plusieurs pays d'Afrique centrale, notamment au Cameroun, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Tchad. Elle a soumis au Comité une liste complète de mesures de prévention susceptibles d'améliorer la protection des enfants touchés par un conflit. Le Comité a recommandé l'organisation d'une conférence régionale sur la question des enfants et des conflits armés afin de renforcer la prévention au niveau régional.

I. Sécurité climatique

24. À la cinquante-sixième réunion, la délégation santoméenne a présenté le rapport sur la visite que le Bureau de la Commission avait effectué à Sao Tomé-et-Principe du 25 au 29 septembre 2023. Elle a indiqué que les participants avaient étudié les particularités qui caractérisaient un État insulaire ainsi que les bonnes pratiques en ce qui concernait la prévention des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets. Le Comité a encouragé la CEEAC à progresser dans l'élaboration d'une

stratégie régionale de prévention des effets des changements climatiques sur la sécurité et les États membres à mettre en commun les bonnes pratiques et à renforcer la solidarité régionale en créant un fonds de solidarité.

25. Au cours de la cinquante-septième réunion, plusieurs délégations ont appelé l'attention sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la sous-région, qui s'aggravaient en raison des changements climatiques. L'accent a également été mis sur la protection des parcs nationaux, notamment dans l'est de la République démocratique du Congo, où l'insécurité continuait de régner. Plusieurs pays ont souligné qu'ils étaient attachés à la protection de l'environnement et ont recommandé de renforcer la coopération transfrontière et l'élaboration de politiques régionales pour surmonter les problèmes qui persistaient. Dans sa présentation, le BRENUAC a proposé la création d'un mécanisme de coordination interministérielle afin de renforcer la coordination multisectorielle aux niveaux régional et international.

III. Conclusions et recommandations

26. Le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale offre un cadre utile de dialogue et de coopération à l'échelle sous-régionale sur les questions cruciales que sont la paix et la stabilité. Il est conscient que la sous-région de l'Afrique centrale est toujours en proie à d'importants problèmes, existants et nouveaux, qui menacent sa stabilité. Je loue la détermination des États de la sous-région à surmonter ces difficultés, comme en témoigne le caractère ouvert des débats tenus lors des cinquante-sixième et cinquante-septième réunions ministérielles du Comité.

27. La bonne gouvernance, la participation de tous aux élections et à la vie politique ainsi que la protection et la promotion des droits et des libertés pour tous sont inextricablement liées au développement économique et à la prospérité. J'encourage tous les États de la sous-région à poursuivre ces objectifs de manière cohérente. Je salue les progrès accomplis dans les pays en transition, notamment le retour à l'ordre constitutionnel au Tchad et les efforts faits par les autorités de transition au Gabon pour respecter le calendrier de transition, et j'encourage la poursuite des initiatives menées en faveur d'une gouvernance inclusive et du respect des droits humains. Je me félicite du dialogue qui a été instauré dans la sous-région pour étudier les moyens de prévenir les changements anticonstitutionnels de gouvernement, comme en témoignent la déclaration de la cinquante-sixième réunion du Comité ainsi que la conférence régionale consacrée à cette question, qui a été organisée les 1^{er} et 2 juillet 2024 par Sao Tomé-et-Principe.

28. Face à l'escalade rapide du conflit armé au Soudan et aux conséquences humanitaires pour la sous-région, je tiens à féliciter les États d'Afrique centrale, en particulier la République centrafricaine et le Tchad, d'avoir continué à tendre la main aux civils fuyant le conflit et d'avoir pris des mesures pour aider les personnes dans le besoin. J'encourage l'ensemble des États membres à soutenir les efforts de paix au Soudan. J'accueille également avec satisfaction la déclaration de la cinquante-sixième réunion du Comité sur la situation humanitaire dans la sous-région de l'Afrique centrale ainsi que l'appel lancé en faveur d'une plus grande solidarité régionale et de la création d'un fonds humanitaire régional.

29. Je me félicite du débat que le Comité a tenu à sa cinquante-sixième réunion et pour la première fois sur la question des enfants et des conflits armés. Je note l'intérêt que portent les États membres au renforcement des mesures de prévention et les encourage à mettre en œuvre celles présentées par ma Représentante spéciale pour la question des enfants et des conflits armés aux niveaux régional et national.

30. Je demeure préoccupé par la situation dans l'est de la République démocratique du Congo et me félicite de l'appel qui a été lancé, à la cinquante-septième réunion du Comité, en faveur du renforcement des efforts de médiation dans la région, notamment sous la direction du Président angolais, João Lourenço. J'accueille également avec intérêt la proposition de l'Angola d'organiser une conférence sur les efforts de médiation régionale durant sa présidence du Comité. J'exhorte toutes les parties prenantes à s'engager à trouver des solutions politiques aux conflits dans l'est de la République démocratique du Congo.

31. Je remercie le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, le BRENUAC et mon Représentant spécial pour l'Afrique centrale et Chef du BRENUAC d'avoir fourni au Comité le soutien nécessaire à son bon fonctionnement. Je félicite également les autres entités des Nations Unies de leurs contributions spécialisées qui ont grandement enrichi les travaux du Comité. J'attends avec intérêt les délibérations et les conclusions du Comité à sa cinquante-huitième réunion.

Annexe I

[Original : français]

Déclaration de Kigali sur la prévention et la lutte contre les changements non constitutionnels en Afrique centrale

Nous, ministres et chefs de délégation des États membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, réunis le 24 novembre 2023 à Kigali, à l'occasion de la cinquante-sixième réunion ministérielle dudit comité,

Guidés par les instruments juridiques existants de l'Union africaine, notamment l'Acte constitutif de l'Union africaine, le Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Déclaration de Lomé sur les changements anticonstitutionnels de gouvernement et les autres instruments pertinents de l'Union africaine,

Considérant la nécessité de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité, comme condition préalable à la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, notamment le projet de « Faire taire les armes d'ici 2030 » ; le Protocole révisé relatif au Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale adopté le 18 décembre 2019 à Libreville et ses deux annexes, à savoir le Pacte de non-agression entre les États membres du Comité du 8 juillet 1996 et le Pacte d'assistance mutuelle entre les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) du 24 février 2000, ainsi que le document final adopté à Yaoundé le 21 juin 1991 par les États membres de la CEEAC sur les mesures de confiance, la sécurité, le désarmement et le développement dans notre sous-région,

Conscients de l'importance de la contribution du Comité comme mécanisme de diplomatie préventive et des mesures de renforcement de confiance entre les États membres d'une part, et du fait que l'Afrique centrale continue de faire face aux défis des changements anticonstitutionnels de gouvernement, malgré les efforts déployés par l'Union africaine et la CEEAC pour prévenir ce phénomène d'autre part,

Réaffirmant notre engagement à promouvoir le constitutionnalisme, les principes de séparation des pouvoirs et d'indépendance du pouvoir judiciaire, et la promotion du pluralisme politique avec la pleine participation des citoyens, conformément à la Déclaration de l'Union africaine sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique et à la Déclaration sur le terrorisme et les changements anticonstitutionnels de gouvernement, adopté à Malabo le 28 mai 2022,

Soutenant que la Charte africaine des valeurs et des principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local constitue un important levier pour la construction d'une véritable architecture africaine de gouvernance ; de même, la réappropriation de la gouvernance étatique à travers l'anthropologie africaine et l'articulation de la coopération régionale autour des valeurs communes liées à la démocratie constitutionnelle sont des gages pour une Afrique centrale stable et prospère,

En conséquence,

1. *Réitérons* notre détermination à renforcer l'efficacité et la durabilité du soutien à tous les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) en transition politique et en situation d'après conflit, afin de construire une paix durable, d'enraciner la culture et la gouvernance démocratiques

et d'empêcher la reprise des cycles de violence, dans le contexte de l'initiative « Faire taire les armes en Afrique d'ici 2030 » ;

2. *Saluons* les progrès accomplis par les États membres de la CEEAC dans l'organisation d'élections libres, équitables, crédibles, inclusives et transparentes malgré les défis posés par la mondialisation économique, la démocratisation du monde et d'autres facteurs contemporains ;

3. *Encourageons* la CEEAC à élaborer et adopter un protocole relatif à la démocratie, à la gouvernance et aux droits de l'homme en Afrique centrale ;

4. *Réaffirmons* l'engagement de nos États respectifs à poursuivre les efforts en vue de créer un environnement propice à la participation effective des femmes et des jeunes aux processus de paix et de développement aux niveaux national, régional et continental, en vue de renforcer leurs rôles et contributions importants dans la promotion de la démocratie, de la bonne gouvernance, de la paix, de la sécurité et du développement durables dans notre sous-région ;

5. *Rappelons* les principes de la Déclaration d'Accra sur les changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique qui soulignent la nécessité pour l'Union africaine et les communautés économiques régionales et mécanismes régionaux de promouvoir une synergie dans le traitement des questions de changements anticonstitutionnels de gouvernement, conformément aux principes de subsidiarité et de complémentarité, de fournir des signaux communs d'alerte précoce et de soutien de réponse efficace subséquente aux États membres, y compris l'utilisation des bons offices, du Groupe des Sages et des mécanismes régionaux existants ;

6. *Exhortons* la CEEAC à poursuivre ses efforts afin de faciliter la consolidation de la bonne gouvernance, en particulier le constitutionnalisme et l'État de droit, et des mécanismes nationaux et sous-régionaux d'alerte précoce et de prévention des conflits.

Fait à Kigali, le 24 novembre 2023

Annexe II

[Original : français]

Déclaration de Kigali sur la situation humanitaire en Afrique centrale

Nous, ministres et chefs de délégation des États membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, réunis le 24 novembre 2023 à Kigali, à l'occasion de la cinquante-sixième réunion ministérielle dudit comité,

Profondément préoccupés par l'aggravation de la situation humanitaire dans la sous-région, résultant de conflits et des conséquences de l'urgence climatique et écologique ; aussi, conscients que ces conflits prolongés ont provoqué le déplacement interne de plusieurs millions de personnes dans différents pays, il en est de même pour les réfugiés présents actuellement dans six pays, à savoir la République démocratique du Congo, la République du Congo, la République du Tchad, la République du Cameroun, la République centrafricaine et la République du Rwanda,

Prenant note de la profonde préoccupation exprimée par les chefs d'État et de gouvernement face à la crise humanitaire persistante dans la sous-région telle qu'elle a été déclarée en février 2023, à Kinshasa, lors de la vingt-deuxième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC),

Prenant acte de la décision de créer une agence humanitaire de l'Union africaine, telle que voulue par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine lors du Sommet humanitaire extraordinaire et de la Conférence des donateurs, tenus du 23 au 27 mai 2022 à Malabo, en République de Guinée équatoriale, avec la participation de la communauté internationale et des États membres,

Saluant les efforts de la communauté internationale et des États membres face à cette problématique et se félicitant à cet égard de la mise en œuvre d'une aide humanitaire multisectorielle,

Soulignant l'impérieuse nécessité d'une étroite collaboration entre les États membres et d'un renforcement de partenariats avec toutes les parties prenantes sur les questions liées à la sécurité et le développement, afin de trouver des solutions pérennes aux problèmes humanitaires qui touchent la sous-région,

Tenant compte des principes fondamentaux du droit humanitaire international, tels qu'énoncés dans les quatre Conventions de Genève du 12 août 1949, ainsi que leurs protocoles additionnels de 1977 et 2005,

Déclarons ce qui suit :

1. *Engageons-nous* à renforcer le cadre institutionnel et normatif interne et sous-régional pour répondre aux questions liées à la crise humanitaire, tout en encourageant un développement socioéconomique avec le soutien de la communauté internationale ;

2. *Lançons* un vibrant appel pour l'adoption d'une doctrine et d'une politique communautaires sur les questions humanitaires visant à promouvoir la sécurité humaine dans notre sous-région, notamment l'adoption d'un protocole additionnel au Traité révisé de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) spécifique prévoyant un mécanisme régional de suivi de sa mise en œuvre et la création d'une agence régionale de coordination et d'action humanitaire ;

3. *Recommandons* la création, avec l'appui des États membres, d'un fonds de solidarité humanitaire, en tant qu'instrument financier de l'architecture de réponse humanitaire communautaire, conformément à l'appel lancé à la vingt-deuxième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC, en vue de créer un fonds de solidarité pour les victimes, financé par une contribution spéciale des États membres ;

4. *Plaidons* en faveur d'une action urgente de la communauté internationale, appelant les différents partenaires et bailleurs de fonds à poursuivre leurs efforts d'accompagnement et à apporter une contribution complémentaire en urgence pour répondre aux besoins croissants, tout en garantissant une répartition équilibrée des fonds entre les différents secteurs en vue de relever ces défis ;

5. *Appelons* à la protection des civils et du personnel humanitaire et encourageons le respect du droit international humanitaire ;

6. *Exprimons* notre gratitude envers le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, pour leur soutien et leur accompagnement dans la gestion des questions humanitaires ;

7. *Exhortons* à l'opérationnalisation de l'Agence humanitaire de l'Union africaine ;

8. *Partageons* la proposition de la CEEAC et du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale d'organiser un forum humanitaire d'Afrique centrale pour faire l'état des lieux des différentes situations, des politiques, des stratégies et des mesures relatives aux réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées dans notre espace sous-régional et communautaire ;

9. *Saluons* le lancement à Bangui, le 31 octobre 2023, de la plateforme pour la protection des personnes déplacées de force en lien avec la crise centrafricaine, et les solutions pour y faire face, à l'occasion d'une importante réunion ministérielle tenue sous le haut patronage de Faustin Archange Touadéra, Président de la République centrafricaine ; et exprimons notre soutien à ce mécanisme sous-régional, en droite ligne de la Déclaration de Yaoundé d'avril 2022 sur le même sujet.

Fait à Kigali, le 24 novembre 2023

Annexe III

[Original : français]

Déclaration de Luanda sur les initiatives de médiation en Afrique centrale

Nous, ministres et chefs de délégation des États membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, réunis le 24 mai 2024 à Luanda, à l'occasion de la cinquante-septième réunion ministérielle dudit comité,

Considérant que la médiation est l'instrument privilégié de la diplomatie pour la résolution pacifique des conflits, et considérant que l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et d'autres acteurs internationaux œuvrent inlassablement pour prévenir les conflits et trouver des solutions pour la paix et la stabilité,

Considérant la nécessité de promouvoir un climat de paix et de stabilité dans la région de l'Afrique centrale à travers ses instruments juridiques, notamment le Protocole révisé relatif au Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale adopté le 18 décembre 2019 à Libreville et ses deux annexes, le Pacte de non-agression entre les États membres du Comité du 8 juillet 1996 et le Pacte d'assistance mutuelle entre les États membres de la CEEAC, adopté le 24 février 2000,

Reconnaissant l'importance du rôle que le Comité joue en tant que mécanisme de consultations et de partage de connaissances entre les États membres et les partenaires pour la paix et la stabilité qui contribuent à la compréhension des facteurs à l'origine des conflits dans la région,

Guidés par l'Article 33 de la Charte des Nations Unies, l'article 4 de l'Acte constitutif de l'Union africaine, le Traité révisé de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et d'autres instruments juridiques internationaux pertinents pour la résolution pacifique des conflits,

Déclarons ce qui suit :

1. *Réitérons* l'importance stratégique de la prévention des conflits, de la résolution pacifique des crises et de la consolidation de la paix dans la région de l'Afrique centrale, y compris par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ;
2. *Saluons* les initiatives de médiation et de facilitation en cours dans la région, notamment en République démocratique du Congo, au Tchad et au Gabon ;
3. Compte tenu de la complexité et de l'urgence d'une solution pacifique à la situation d'instabilité dans l'est de la République démocratique du Congo, *encourageons* les actions diplomatiques entreprises par S. E. le Président de la République d'Angola, João Manuel Gonçalves Lourenço, champion de l'Union africaine pour la paix et la réconciliation en Afrique, en tant que Président en exercice de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et mandaté par la seizième session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine sur le terrorisme et les changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique, à Malabo, en Guinée équatoriale, le 28 mai 2022, et lançons un appel pressant aux parties concernées d'exécuter les engagements pris et de s'abstenir de tout ce qui peut entraver la facilitation de S. E. João Manuel Gonçalves Lourenço et son heureux aboutissement ;

4. *Saluons* également S. E. Faustin Archange Touadéra, Président de la République centrafricaine, dans son rôle de facilitateur de la transition au Gabon ;

5. *Exprimons* notre profonde indignation face à la tentative de déstabilisation des institutions démocratiques de la République démocratique du Congo, le 19 mai 2024, par un groupe de terroristes nationaux et étrangers, et la condamnons fermement ;

6. *Recommandons* au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale d'apporter une assistance technique à la CEEAC dans le cadre de l'élaboration d'un cadre politique sur la médiation et la diplomatie préventive dans l'espace CEEAC et à la mise en œuvre d'une architecture institutionnelle subséquente ;

7. *Proposons* l'organisation d'un forum régional sur la médiation des conflits durant le mandat actuel de la présidence angolaise du Comité.

Fait à Luanda, le 24 mai 2024

Annexe IV

[Original : français]

Déclaration de Luanda en faveur de l'adoption définitive de la stratégie régionale et du plan d'action pour la prévention et la réponse aux discours de haine et d'incitation à la violence en Afrique centrale

Nous, ministres des affaires étrangères et chefs de délégation des États membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, réunis le 24 mai 2024 à Luanda, à l'occasion de la cinquante-septième réunion ministérielle dudit comité,

Considérant la Déclaration de Kintélé sur les discours de haine en Afrique centrale, du 16 janvier 2023, sur le projet de stratégie régionale et de plan d'action pour la prévention et la lutte contre ce fléau, dont l'ampleur est de plus en plus préoccupante en période électorale,

Ayant à l'esprit le mandat qui a été confié au Cameroun lors de la cinquante-cinquième réunion ministérielle, tenue du 15 au 19 mai 2023 à Sao Tomé, et l'invitant à assurer le suivi des actions devant aboutir à l'endossement politique de la stratégie régionale et du plan d'action pour la prévention et la réponse aux discours de haine en Afrique centrale,

Ayant suivi avec attention et intérêt la présentation sur les efforts déployés dans ce sens et sur l'état de la mise en œuvre des recommandations y relatives,

1. *Prenons acte avec grande satisfaction* des conclusions du cinquième forum ministériel consacré à ce sujet crucial, tenu à Bangui les 30 et 31 janvier 2024 sous la présidence du Premier Ministre centrafricain, y compris la Déclaration de Bangui sur la prévalidation de la stratégie régionale et du plan d'action pour la prévention et la réponse aux discours de haine et d'incitation à la violence en Afrique centrale, du 31 janvier 2024 ;

2. *Insistons* sur la nécessité de traduire cet important document en anglais, espagnol et portugais, afin de faciliter sa vulgarisation et son appropriation effective par les États membres et les populations d'Afrique centrale ;

3. *Félicitons* la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) pour sa contribution fructueuse à ce forum ministériel et marquons notre appréciation pour les éclairages fournis sur les prochaines étapes du processus, notamment la soumission de la version prévalidée de la stratégie régionale et de son plan d'action au Comité technique spécialisé et au Conseil des ministres de la CEEAC, avant leur examen et endossement par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement ;

4. *Demandons* à la Commission de la CEEAC de faire un point d'information sur cette question lors de la prochaine réunion du Comité ;

5. *Nous réjouissons* des dispositions déjà prises pour mettre en œuvre certains aspects du plan d'action, et en particulier le lancement d'un prix régional du meilleur contenu sur la lutte contre les discours de haine et la promotion de la paix en Afrique centrale, devant récompenser les professionnels des médias engagés dans la création, la production, la publication et la diffusion des contenus contre les rumeurs et la désinformation, sources d'incitation à la haine et à la violence ;

6. *Renouvelons* notre confiance au Cameroun pour le suivi du processus en cours et le prions de coordonner la mobilisation des acteurs pouvant aider à la concrétisation de ce projet ainsi qu'au renforcement de la sensibilisation de toutes les parties prenantes nationales, non seulement sur l'existence de la stratégie régionale mais aussi sur son contenu et ses enjeux ;

7. *Exprimons notre gratitude* au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et aux autres entités des Nations Unies dont la disponibilité, l'engagement et l'appui multiforme nous ont permis de réaliser les résultats concrets actuels ; exprimons aussi notre gratitude envers toutes les autres institutions et entités qui ont été présentes à une ou plusieurs étapes du processus depuis octobre 2021, notamment le Bureau régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture pour l'Afrique centrale, le Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo , le Bureau de la prévention du génocide et la responsabilité de protéger et l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) ;

8. *Exprimons* le vœu que ces institutions maintiendront leur soutien aux efforts des États membres en vue du développement et de la mise en œuvre des activités de prévention et de lutte contre les discours de haine en Afrique centrale, conformément au plan d'action intégré à la stratégie régionale dont nous appelons à l'adoption définitive de tous nos vœux.

Fait à Luanda, le 24 mai 2024